

AFFAIRE DE L'OFFICE DU COMPLEXE OLYMPIQUE (OCO)

Le procès reporté au 24 novembre

Le procès de l'affaire dite de l'Office du complexe olympique (OCO) a été reporté au 24 novembre prochain. Le tribunal de Bir-Mourad Raïs qui devait entamer hier l'examen de l'affaire, a dû ajourner le dossier. Motif invoqué : l'absence des principaux témoins qui n'ont pas répondu à la convocation de la justice.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Selon les avocats en charge du dossier, il n'est pas exclu que le tribunal soit une fois de plus obligé de décider d'un second report à la date fixée pour les mêmes raisons.

L'affaire classée numéro 65 au niveau du tribunal de Bir-Mourad-Raïs pourrait donc traîner en longueur. Principal mis en cause, l'ancien directeur général de l'Office du complexe olympique Mohamed-Boudiaf, Rachid Zeroual, soupçonné d'avoir conclu des contrats contraires à la réglementation en vigueur et de dilapidation de biens

publics. Les faits remontent à 2005 lorsque la brigade économique et financière de la Sûreté de la wilaya d'Alger a ouvert une enquête sur la gestion de l'Office du complexe olympique Mohamed-Boudiaf.

A l'origine de ces investigations, une lettre écrite par des cadres de l'OCO mettant en cause leur directeur. Ces cadres ont énuméré une série d'affaires qui seraient contraires à la législation en matière de passation de marchés.

C'est le cas du marché relatif à l'acquisition de tableaux d'affichage électroniques pour un montant de 850 millions de dinars et



Le marché relatif à l'installation du gazon synthétique du stade qualifié de douteux.

que les signataires ont choisi une entreprise fantôme. Toujours selon les termes de la lettre de

dénonciation, les travaux de réfection des deux piscines et des deux pistes d'athlétisme ont été confiés

à des entreprises non qualifiées. Même constat pour le marché relatif à l'installation du gazon synthétique qualifié de «douteux et de non réglementaire».

Les griefs cadres de l'OCO ne s'arrêtent pas là. Ils accusent Rachid Zeroual d'avoir dépensé des sommes faramineuses pour l'équipement de son propre bureau.

L'ex-directeur de l'OCO, qui doit comparaître avec pas moins de cinq de ses proches, avait à l'époque répondu que cette affaire n'était qu'une cabale montée contre lui.

Ses détracteurs répliquent qu'ils détiennent des preuves sur ce qu'ils avancent. Le procès, qui devrait s'ouvrir le 24 novembre, permettra aux deux parties d'apporter la preuve sur ce qu'ils ont déclaré.

Photo : Samir Sid

N. I.

L'ACCUSANT DE PRATIQUER UNE CONCURRENCE DÉLOYALE

Nedjma poursuivra OTA en justice

Le torchon brûle toujours entre la filiale algérienne de Qatar Telecom (Qtel) et l'opérateur privé Djezzy. La filiale reproche à son concurrent de pratiquer une concurrence déloyale. Joseph Ged, directeur général de l'opérateur téléphonique Nedjma, a déclaré hier que son entreprise poursuivra OTA auprès des tribunaux de droit commun.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La filiale algérienne de Qatar Telecom (Qtel), Nedjma, a déjà dénoncé auprès de

l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) la concurrence déloyale pratiquée par Orascom télécom

Algérie (OTA). La requête ne semble pas avoir donné de résultat. Invité hier à une conférence-débat au centre de presse d'El



Joseph Ged, directeur général de Nedjma.

Moudjahid, le directeur général de Nedjma a annoncé que son entreprise avait décidé de dénoncer les conditions de l'offre de son concurrent auprès des tribunaux de droit commun. «L'opérateur dominant pratique depuis l'année 2006 des actions anti-

concurrentielles et discriminatoires qui ont causé beaucoup de préjudices à notre société», précise l'intervenant qui demande réparation. Il reproche à son concurrent, entre autres, le non-respect des décisions de l'ARPT et la discrimination tarifaire

envers Nedjma. A titre d'exemple, «depuis 2007, le renvoi d'appel vers Nedjma n'existe pas», dira Joseph Ged.

Pour toutes ces raisons, l'opérateur à six millions d'abonnés, Nedjma, interpelle encore une fois l'ARPT et la sollicite pour intervenir afin de mettre fin à ce qu'il qualifie de «discrimination». Concernant les mesures prises dans le cadre de la loi de finances complémentaire pour 2009, le premier responsable de Nedjma estime qu'elles sont favorables à l'économie nationale. Avec un chiffre d'affaires qui a progressé de 22 % au premier semestre de cette année, l'opérateur se dit prêt à investir à long terme en Algérie.

Photo : D.F

S. A.

Nedjma renouvelle son contrat avec Zidane

Pour un montant de 50 millions de dinars par an, Nedjma renouvelle pour une durée de trois ans «2009-2012», son contrat avec la star internationale du football Zinedine Zidane. Celui-ci a été «l'acteur» d'une grande campagne de soutien pour l'équipe nationale. Par ailleurs, Nedjma se distinguera dorénavant avec un nouveau logo. En plus de son image relookée, elle a également renouvelé son engagement pour le sponsoring sportif. Sponsor officiel de l'équipe nationale, de la FAF, de six clubs de division I et II et de sept footballeurs, Nedjma vise-t-elle à exercer son hégémonie sur le sport ? La réponse est non, d'après son directeur général qui souligne qu'il n'y a aucune réglementation pour ce genre de sponsoring. Le marché est ouvert à tous.

A souligner que le budget consacré au sponsoring est de 450 millions de dinars.

S. A.

BÉCHAR : PROCÈS DES CADRES DE L'HYDRAULIQUE

Un verdict qui ébranle l'administration

Les deux directeurs de l'hydraulique et l'ingénieur chargé du suivi des projets, ont été condamnés à 8 ans de prison ferme et à une amende de 1 million de dinars, deux chefs de service à 5 années de réclusion et 1 million de dinars. Les deux subdivisionnaires des daïra de Lahmar et Tabelbala ont écopé respectivement de 4 et 3 ans de prison et 1 million de dinars.

Quatre années de prison ferme et 1 million de dinars est la peine prononcée contre chacun des membres du comité des marchés de la wilaya, des directeurs de l'exécutif et trois élus de l'APW.

Le responsable d'un bureau

d'études privé a été condamné à 5 ans de prison ferme et 1 million de dinars également, deux entrepreneurs à 6 années et deux autres à 3 ans et 1 million de dinars chacun. Plusieurs autres condamnations à de la prison avec sursis ont été prononcées contre des gérants d'entre-

prises de travaux hydrauliques. La salle d'audience était archicomble et des dizaine voire des centaines de personnes ont suivi le procès.

A l'issue de l'énoncé du verdict, certains ont éclaté en sanglots.

Ce procès constitue désormais le sujet principal de discussion dans la capitale de la Saoura.

Le chef de Sûreté de wilaya, un docteur en droit pénal, qui avait conduit cette enquête, a refusé de commenter ce procès.

Liès Mourad

**11^e ÉDITION
DE LA FOIRE D'ORAN**

Une diversité de produits à l'exposition

L'EMEC, entreprise publique des expositions, organise, du 13 au 19 octobre, la 11^e édition de la foire internationale d'Oran.

Cette foire, précise-t-on, verra la participation de plusieurs opérateurs économiques nationaux, ainsi que 35 sociétés étrangères, venant du Sénégal, de la Libye, du Pakistan, de la Syrie, de l'Inde, de l'Iran, de l'Egypte et de la Pologne. Le Maroc participera à cette manifestation économique pour la première fois. En revanche, «la France, qui a pris part régulièrement à cette foire, sera absente cette année», souligne-t-on.

Une diversité de produits de tous types sera, selon les organisateurs, représentée durant cette foire.

B. A.